

## PLU: Pourquoi nos élus ont voté "contre"

Lors de 6 réunions étalées sur un an se sont déroulés des ateliers d'urbanisme qui ont impliqué des habitants de notre commune, choisis par la municipalité.

Une réunion publique de restitution des travaux des ateliers a ensuite eu lieu le 15 juin à l'Espace des Arts. Les **grandes lignes** présentées ce jour-là avaient mis l'eau à la bouche de tous. Certaines nous tiennent (comme à la majorité des Pradétans) à coeur.

**Protection des espaces naturels et agricoles, création de logements favorisant la mixité sociale** et limitant la consommation d'espace (favoriser le renouvellement urbain). Var Matin titrait d'ailleurs dans son édition du lendemain: "PLU: Le Pradet enthousiaste!". Autre point que nous avons apprécié, l'annonce faite, par M. le Maire en personne, de sa décision de **privilégier l'implantation du futur collège du Pradet dans la zone de la Grenouille**, en relançant l'étude de faisabilité derrière l'hypermarché Casino. Plusieurs associations comme "La Sauvegarde des Clapiers" ou "Le Pradet Environnement" ainsi que de nombreux concitoyens avaient fini par faire entendre raison à la municipalité.

Suite à cette réunion du 15 juin devait se tenir un **conseil municipal** pour procéder à "l'arrêt" du **PLU**, le 9 juillet. Finalement, ce conseil a été déplacé au **31 juillet** "pour raisons techniques", comme indiqué sur le site internet de la ville. Les personnes présentes en salle du conseil ce jour-là apprendront qu'il s'agissait en fait de permettre une présentation plus aboutie car réunissant plus d'éléments. Compte-tenu de tous ces éléments, **nous espérons donc voir transparaître dans ce PLU, le maître-mot de son élaboration, la protection.**

Au lieu de cela, beaucoup de **place laissée à l'interprétation**. Sans mettre a priori en doute la bonne foi de la municipalité sur ce dossier, nul ne sait quelles interprétations pourraient être faites par de futurs élus.

Nos "esprits chagrins" préfèrent envisager le pire afin d'essayer de l'éviter.

C'est pourquoi certaines zones classées en

UDg ou UDv, indiquées sur les photos ci-dessous, avec une vue sur la mer imprenable, sont inquiétantes car elles permettent par exemple des constructions avec un cos de 0,27 et jusqu'à une hauteur de 13,5 m (UDv).



L'emplacement réservé pour le collège sur la zone des Clapiers a été conservé et la preuve de la demande d'étude de faisabilité de sa mise en place sur le site de la Grenouille auprès du conseil général n'a toujours pas été amenée. Toujours dans la zone des Clapiers, les bassins de rétention d'inondations possibles de La Règue sont en incohérence avec les préconisations en terme de lieu d'implantation et de volume (9 000 m<sup>3</sup> annoncés pour 66 000 m<sup>3</sup> préconisés) de l'expertise de 2001. Notons également que certaines propositions n'ont pas été abordées dans les réunions de travail (Mixité sociale sur la zone de l'Intermarché).

**Vous l'aurez compris, la "protection" qui était la base de l'élaboration du PLU n'étant pas assurée, nos représentants ont voté contre ce projet.**

Le projet a été adopté par 22 voix pour et 11 contre (l'ensemble des oppositions). Sans rentrer dans la rengaine stérile de la représentativité, chère à notre représentant local de l'UMP, cela démontre quand même un certain malaise entre les espoirs soulevés le 15 juin et le résultat final.

Le projet va maintenant être soumis à l'enquête publique et nous ne manquerons pas d'interpeller le commissaire-enquêteur. **Le but**, comme le dit l'adjoint chargé du dossier, n'est pas **que le projet** fasse l'unanimité mais qu'il **satisfasse une majorité**.

**Actuellement, cela ne semble pas être le cas !!**

La logique et le bon sens auraient voulu que la municipalité engage d'abord un diagnostic environnemental et patrimonial de la commune, puis une évaluation des besoins en matière de déplacements, le PLU étant l'aboutissement final de la démarche et non son point de départ. Il aurait également fallu anticiper l'évolution démographique des communes limitrophes comme Carqueiranne.



**PRADET +**  
**LE VRAI JOURNAL LOCAL**  
Parti Socialiste Section Le Pradet

## Lettre de Laurent BAILLOUX

### Secrétaire de section PS Section Le Pradet-Carqueiranne



Chères Pradétanes, chers Pradétans,

A tous ceux qui ont pu prendre quelques jours de congés, nous souhaitons une bonne reprise. Pour les autres, nous espérons qu'ils pourront profiter un peu de l'arrière-saison pour "recharger les batteries". Quant à nos chérubins (et oui, il en reste encore quelques-uns sur la commune!!), l'heure de la rentrée a sonné depuis quelques semaines. Même s'il n'y a **pas** eu de **fermeture de classe cette année**, la menace qui pèse sur celles-ci chaque année ne s'est pas démentie et il y a eu une fermeture de poste sur l'élémentaire Sandro (un poste G, personnel spécialisé parti en retraite et non remplacé).

Espérons que les projets de logements sociaux annoncés en conseil municipal du 31 juillet dernier, lors de la présentation du nouveau PLU (Plan Local d'Urbanisme), porteront leurs fruits dans les années à venir. En effet, l'arrivée de nouvelles familles sur notre commune permettrait d'écartier durablement toute menace de fermeture de classe et conforterait le besoin de construction d'un collège sur Le Pradet.

Vous trouverez en dernière page de ce bulletin un article complet. En pages intérieures, vous découvrirez un article sur la fameuse "taxe carbone", un point sur les financements du conseil régional auprès de notre commune, un retour sur l'université d'été du PS à La Rochelle et un article sur les rapports avec l'argent de notre président bling-bling.

En supplément, nous vous donnons également un reportage illustré sur notre fête de la Rose Pradétane.

Bonne lecture...

**Laurent BAILLOUX**

[laurentbailloux.ps83@free.fr](mailto:laurentbailloux.ps83@free.fr)

06-30-71-71-88

PRADET +  
N° 3 - Septembre-Octobre 2009

## Taxe carbone : une vraie fausse bonne mesurette

Le président de la République a annoncé l'instauration en 2010 de sa « taxe carbone », fixée pour les combustibles fossiles à 17 €/t de CO2 et supposée être intégralement compensée. Les recettes attendues (4 mds €/an dont seulement 2 à 3 mds reversés aux Français) ne permettront pas d'investir suffisamment dans la réorientation nécessaire de nos modes de production et de consommation. Vu son faible montant, le « chèque vert » distribué aux ménages non imposables ne leur donnera pas véritablement les moyens d'acheter un véhicule propre ou de choisir un mode de chauffage écologique et économe. Au contraire, il les incitera à consommer comme auparavant en polluant toujours autant et leurs faibles revenus subiront une ponction supplémentaire. Quant aux contribuables des classes moyennes, ils seront financièrement pénalisés si cette nouvelle taxe n'est pas intégralement compensée par la baisse de leur impôt sur le revenu. En frappant surtout les ménages dont les dépenses en transport et chauffage individuels (hors électricité) sont élevées et sans alternative accessible, la taxe carbone version Sarkozy dénature une mesure pourtant indispensable et légitime. Finalement, elle apparaît socialement injuste, de l'aveu même de sa ministre de l'économie, tout en étant écologiquement inefficace.

## Subventions du conseil régional (PS) à la commune lors du 2ème trimestre 2009

L'Acacia d'Argent : 76 000 €

Le Jardin des Pitchouns : 18 000 €

Faire Route Avec Toi : 30 000 €

Le Jardin de Pauline : 55 000 €

Eradication Caulerpa Taxifolia : 10 000 €

Remercions M. Michel Vauzelle, Président du conseil régional, pour son aide en faveur de ces associations et réalisations bien utiles à notre commune.

## Plan de Déplacement Urbain (PDU)

Le 17 septembre dernier a eu lieu la réunion de lancement des 3 ateliers du PDU. Six de nos adhérents figurent parmi les participants retenus par la municipalité. Pour ceux que cela intéresse, nous tenons à leurs dispositions le travail de réflexion préparatoire réalisé par un de nos jeunes militants (rapport de 42 pages).

## Université d'été du PS à La Rochelle

Du 28 au 30 août derniers, près de 3 000 militants se sont retrouvés dans une ambiance à la fois studieuse et conviviale. Ils ont pu débattre, au sein de 6 réunions plénières et de 30 ateliers de travail participatifs, des questions préoccupant nos compatriotes en cette période de rentrée (emploi, pouvoir d'achat, logement, santé, protection et droits sociaux, crise écologique, réchauffement climatique...). Ainsi ces débats ont abordé des sujets aussi variés que «Les nouveaux usages d'internet», «Médias et démocratie», «Le nouvel âge écologique», «la crise, et après ?» ... Ils ont également marqué une réelle volonté d'ouverture sur la société avec la participation de dirigeants et militants des autres partis de gauche (MRC, PCF, PRG, Verts), de représentants associatifs et syndicaux (ATTAC, CFDT, CGT, FO, FSU, UNEF, UNSA,...) ainsi que de nombreux intellectuels et universitaires (sociologues, économistes, historiens, philosophes, biologistes, artistes...). Ils ont enfin permis de faire des propositions pour faire face à la crise qui ont déjà commencé à alimenter le nouveau projet du PS (coordonné par Pierre Moscovici) qui sera proposé aux Français en vue de l'alternance de 2012. Martine Aubry a également annoncé la mise en chantier d'un important processus de rénovation du PS.

Celui-ci concerne tout d'abord l'organisation et le fonctionnement interne du parti avec notamment 3 propositions soumises aux votes des militants le 1er octobre: **la mise en place de primaires ouvertes élargies aux sympathisants de gauche** pour contribuer à l'élaboration de notre nouveau projet de société et désigner le candidat à la présidentielle de 2012, ensuite le renforcement de la parité, de la diversité sociale et du renouvellement générationnel, et enfin la limitation du cumul des mandats des élus exercés simultanément et successivement. Cette rénovation consacre aussi l'instauration officielle d'une nouvelle orientation stratégique et idéologique du PS centrée sur « l'offensive de civilisation » et le « New Deal vert ». Cette nouvelle idéologie, partagée à la base depuis longtemps par de nombreux militants de gauche, se définit comme la fusion du socialisme démocratique et de l'écologie



politique. C'est sans nul doute la seule à même de pouvoir résoudre efficacement les nombreux défis écologiques, économiques et sociaux qui nous attendent. Pour plus de détails, visitez le site <http://larochelle2009.parti-socialiste.fr> qui contient les vidéos, enregistrements et comptes rendus des réunions plénières et ateliers. Face à la propagande, voire à la désinformation, issue des médias officiels, vous pourrez ainsi juger par vous-même de la qualité des débats de notre parti.

## Sarko et l'argent

A peine élu, avec son slogan "travailler plus pour gagner plus", notre président s'affiche ouvertement avec ses véritables amis, les grandes fortunes. Si la "France d'en bas" pensait que son élection l'aiderait à élever son niveau de vie, elle aura vite déchanté. Les mesures fiscales sont à sens unique: tout pour les très riches, rien pour les autres:

Renforcement du bouclier fiscal : les classes moyennes bénéficient de réductions à la marge alors que les 800 contribuables français les plus riches reçoivent du Trésor Public des chèques aux montants indécents (250 000 € en moyenne soit l'équivalent de 30 années de SMIC !!)



L'impôt sur les droits de succession : alors que 90% des Français en étaient déjà exemptés, il a fait monter ce chiffre à 95%, faisant ainsi profiter la moitié des contribuables les plus riches de cette exemption d'impôt.

Franchise médicale et forfait hospitalier : si pour un millionnaire, dépenser 50 euros par an en franchise (chez son médecin ou son pharmacien), ou s'acquitter du forfait bientôt augmenté à 20 € (+25%) pour les actes dépassant 91 euros est anecdotique, ces sommes cumulées peuvent représenter des gouffres pour les Français au minimum vieillesse, sans emploi ou travailleurs



précaires (de plus en plus nombreux), qui pourraient être amenés à choisir entre manger et se soigner. Dans le même temps, notre président paralyse tout un hôpital lors d'une visite à Villejuif pour un coût de 200 000 € (hors buffet) au frais de l'institut (soit le salaire annuel de 8 infirmières !).

Dernier exemple : les banques.

Vantant en 2007 les personnes qui gagnaient de l'argent et les prenant même en modèle, notre président change subitement de discours avec la crise et vient fustiger les banquiers, les paradis fiscaux et l'évasion fiscale. Conversion aux thèses anti-capitalistes ou pure démagogie? La réponse saute aux yeux au regard de ses actes :

\* vis-à-vis des paradis fiscaux :

aux USA, loin d'être un pays marxiste, le fisc américain n'a pas hésité à menacer de poursuivre la banque UBS avec des amendes qui auraient pu la mettre en faillite pour retrouver les Américains soupçonnés de fraude fiscale. Idem en Italie où une sorte d'amnistie -l'absence de poursuites judiciaires- a été proposée aux évadés qui rapatrieraient leurs capitaux en les soumettant aux impôts qu'ils ont voulu éviter. Qu'a fait notre président de son côté ? Rien, ou plutôt si. Il veut les faire revenir sans aucune contrainte et en baissant encore leurs impôts.

\* vis-à-vis des banques aidées par l'Etat : une fois encore, les USA ont montré l'exemple, en soumettant ces banques à un devoir de transparence envers l'Etat. Qu'a fait la France pour sa part ? Elle a donné sans contrepartie, sans aucun droit de regard, sans aucun encadrement. D'ailleurs des traders vont déjà toucher des bonus ahurissants alors que leurs banques n'ont pas encore remboursé l'argent des Français que le gouvernement leur a prêté. Nos impôts servent ainsi à engraisser les gourous de la finance qui nous ont mené dans cette crise et ont jeté des milliers de Français dans la précarité...

Au regard de ce bilan, l'augmentation de 206% que s'est octroyée notre président n'est pas vraiment méritée.

A quand donc une véritable justice fiscale, où les classes moyennes et supérieures ne seraient plus seules à contribuer en masse à l'impôt, mais où les amis du président et le président lui-même participeraient également à l'effort, et où les tricheurs seraient sanctionnés ?